

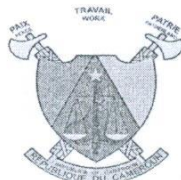
REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA

COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MEFOU AND AFAMBA DIVISION

TENDER'S BOARD

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

AVIS DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'UGENCE

N°01/DC/J05/CDPM-MAF/2025 DU 11 AOÛT 2025 POUR L'ÉQUIPEMENT EN DIX
CHAISES AVEC TABLETTES ECRITOIRE AU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION
POPULAIRE ET CIVIQUE (CNEPCI) DE NKOLNDA DANS L'ARRONDISSEMENT MFOU,
DÉPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA ; RÉGION DU CENTRE

Financement : Budget d'Investissement Publics MINJEC, Exercice 2025

Le Préfet du Département de la **MEFOU ET AFAMBA** Autorité Contractante lance pour le compte du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, une demande de consultation pour la réalisation de l'opération sous indiquée.

1. Objet de la demande de cotation.

La présente demande de cotation a pour objet l'équipement du Centre National d'Education Populaire et Civique (CNEPCI) de NKOLNDA en dix chaises avec tablette écrite, Département de la MEFOU ET AFAMBA, Région du Centre.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment fourniture de dix chaises avec tablette écrite

3. Participation et origine.

La participation à cette présente demande de cotation est ouverte aux sociétés de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine concerné et ayant réalisé des opérations similaires.

Par la présente demande de cotation, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations **authentiques** qui permettront de retenir celle pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.

4. Financement.

Les prestations, objet de la présente demande de cotation, sont financées par les ressources du Budget d'Investissement Publics (BIP) MINJEC pour le compte de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire 59 26 144 04 541101 524118 484 Pour un coût estimatif de **Cinq Millions (5 000 000) de Francs CFA.**

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est hors ligne ;

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MOD aux heures ouvrables à la Préfecture de Mfou (Service des Affaires Economiques et Financières) dès publication du présent avis.

7. Acquisition de la demande de cotation

Le Dossier de La demande de cotation peut être obtenu auprès de l'Autorité Contractante, à la préfecture de Mfou, sur présentation d'une quittance de reversement d'une somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinq millions (5 000 000) FCFA.

9. Cautionnement Provisoire.

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à cent mille (100 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des cotations.

Chaque cotation, rédigée en Français ou en Anglais et en sept (7) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels devra parvenir dans les Services de l'Autorité Contractante (Le Préfet du Département de la Mefou et Afamba - Service de la Passation des Marchés Publics) à MFOU au plus tard Le 11/09/2025 à 12 heures précises et devra porter la mention :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE

N°01/DC/J05/CDPM/2025 DU 11 AOÛT 2025 POUR L'ÉQUIPEMENT EN DIX CHAISES AVEC TABLETTES ECRITOIRE AU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE ET CIVIQUE (CNEPCI) DE NKOLNDA DANS L'ARRONDISSEMENT MFOU, DÉPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, RÉGION DU CENTRE

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT. »

11. Ouverture des plis.

La Commission Départementale de Passation des marchés Publics procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, le 11/09/2025 à 13 heures précises à la salle de la commission Départementale de passation des Marchés Publics de la Mefou et Afamba sis à la Préfecture de Mfou. Les représentants des soumissionnaires présents signeront une feuille attestant leur présence.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non- respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non- respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission,;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect d'au moins 70% de critères essentiels ;
- e. de L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- g. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- h. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- i. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- j. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de la demande de cotation. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- a) la présentation de l'offre ;
- b) les références du soumissionnaire ;
- c) le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- d) la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière)

- e) les moyens logistiques
- f) la méthodologie d'exécution
- g) le délai d'exécution

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution, prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de trente (30) jours calendaires.

15. Allotissement

Les travaux objet de la présente demande de cotation sont réunis en un seul lot

16. Attribution

le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant 60 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

18- Renseignements complémentaires.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables auprès de la Préfecture de Mfou ou au Centre National d'Education Populaire et Civique (CNEPCI).

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Chef Centre/CENEPCI
- Président CDPM concerné
- Affichage -chrono (pour information/publication)

MFOU, le

11 AOUT 2025

Le Préfet

(Maître d'Ouvrage Délégué)



Kin-Nou Nana Thierry
Administrateur Civil Principal

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA

COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MEFOU AND AFAMBA DIVISION

TENDER'S BOARD

DIVISIONAL TENDERS BOARD OF MEFOU AND AFAMBA

***REQUEST FOR QUOTATION NOTICE LAUNCHED IN EMERGENCY PROCEDURE
N°01/DC/J05/CDPM-MAF/2025 OF 11 AOÛT 2025 TO EQUIP WITH TEN
CHAIRS FIXED UP WITH DOUBLE-SIDED WRITING TABLET IN THE NKOLNDA
NATIONAL POPULAR EDUCATION CENTRE BASED IN THE MFOU SUB-
SUBDIVISION, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTRE REGION.***

Financing: Public Investment Budget of MINJEC, Exercise 2025

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of equipping the Nkolnda National Popular Education Centre, the Senior Divisional Officer of Mefou and Afamba launches, in emergency procedure, a consultation for equipping the said Centre with ten (10) chairs fixed up with double-sided writing tablet.

Nature of the equipment

The equipment includes notably ten (10) chairs made of good and resistant materials, each fixed up with a double-sided writing tablet.

2. Participation and origin

The participation in this Request for Quotation is open to suppliers of furniture and meeting the qualification criteria indicated in this Request for Quotation File.

Tenderers are invited to submit in their bids all the information that will permit to choose the best of them.

3. Financing

The supply subject of this Request for Quotation shall be financed by the Public investment Budget of the Ministry of Youth and Civic Education, 2025 financial year, Budget Head no 59 26 144 04 541101 524118 484, provisional amount five Millions (5 000 000) cfa Francs.

4. Submission method.

The submission method for this Request for Quotation is submission offline.

5. Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the Mefou and Afamba DO's office in Mfou (SAEF's door), as soon as this notice is published.

6. Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at the Mefou and Afamba DO's office in Mfou (SAEF's door) as soon as this notice is published after payment of a non-refundable sum of ten thousand (10,000) CFA francs for the purchase of the Tender File fees at the Mfou Divisional Treasury against a payment receipt.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version.

8- Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is five millions (5,000,000) cfa francs.

9- Bid bond.

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of one hundred (100 000) francs CFA valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10- Submission of Quotations.

Each quotation shall be drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such shall reach the Mefou and Afamba DO's office (SAEF's door) not later than 11/09/2025 at 12:00 pm and shall carry the inscription:

REQUEST FOR QUOTATION NOTICE LAUNCHED IN EMERGENCY PROCEDURE N°01/DC/J05/CDPM-MAF/2025 OF 11 AUGUST 2023 TO EQUIP WITH TEN CHAIRS FIXED UP WITH DOUBLE-SIDED WRITING TABLET IN THE NKOLNDA NATIONAL POPULAR EDUCATION CENTRE BASED IN THE MFOU SUB-SUBDIVISION, MEFOU AND AFAMBA DIVISION, CENTRE REGION, .

"To be opened only during the bid-opening session".

11- Opening of bids.

Bids shall be opened in a single phase on the 11/09/2025 at 1:00 PM by the Mefou and Afamba divisional Tenders BOARD in its hall located at the Mefou and Afamba Divisional Office in Mfou.

Only bidders or their representatives (duly authorized) may attend this opening session.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12- Admissibility of Quotations.

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed together envelope.

The following shall not be accepted:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer joined in one copie only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Evaluation criteria.

13.1 Eliminary criteria.

The eliminary criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's quotation.

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to comply with 70% essential criteria ;
- e. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- f. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- g. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- h. Non-compliance with the submission model;
- i. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- j. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria.

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on :

- presentation of bid;
- Bidder's References;
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel) if applicable;
- Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);
- Logistics means;
- Methodology.
- Execution timeframe.

14. Estimated execution period.

The maximum period provided for the supply subject of this Request for Quotation is thirty (30) calendar days. This period shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15- Tranches/Allotment.

The supply here shall be done in one lot.

16. Awarding the contract.

The Delegated Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

17. Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during 60 days from the deadline set for the submission of **Quotations**.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Mefou and Afamba DO's office in Mfou (SAEF's door).

19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: 237) 673 20 57 25

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Chef Centre/CENEPCI
- Président CDPM concerné
- Affichage -chrono (pour information/publication)

Mfou, the

11 AOUT 2025

The Senior Divisional Officer
Delegated Project Owner



10

Kin-Nou Nana Ehierry
Administrateur Civil Principal

